

SCHOLA EUROPAEA

**PÆDAGOGISK TIDSSKRIFT
PÄDAGOGISCHE ZEITSCHRIFT
ΠΑΙΔΑΓΩΓΙΚΟ ΔΕΛΤΙΟ
PEDAGOGICAL BULLETIN
BOLETIN PEDAGÓGICO
BULLETIN PEDAGOGIQUE
BOLLETTINO PEDAGOGICO
PEDAGOGISCH TIJDSCHRIFT
BOLETIM PEDAGÓGICO**

N° 116

I - 1993

LUXEMBOURG - BRUXELLES / BRUSSEL I & II - MOL
VARESE - KARLSRUHE - BERGEN - MÜNCHEN - CULHAM

Die Pädagogische Zeitschrift erscheint vier- bis fünfmal jährlich. Manuskripte können über die örtlichen Korrespondenten eingesandt werden. Damit das Gleichgewicht zwischen den verschiedenen Sprachen gewahrt bleibt, **sollten** die Artikel nicht länger als 6 Schreibmaschinenseiten sein.

Den Kollegen, die nicht mehr an den Europäischen Schulen tätig sind, sei mitgeteilt, daß sie weiterhin kostenlos die Pädagogische Zeitschrift beziehen können. Sie brauchen lediglich beim Sekretariat des Obersten Rates der Europäischen Schulen, Rue de la Loi 200, 1049 Brüssel, einen entsprechenden Antrag stellen und angeben, an welche Anschrift diese Veröffentlichung geschickt werden soll.

The Pedagogical Bulletin appears four or five times a year. Manuscripts may be submitted via local agents. For the sake of maintaining a balance among the various languages, it is **requested** that articles should not exceed six pages of typescript.

Colleagues leaving the European Schools are advised that they may continue to receive the "Pedagogical Bulletin" free of charge. They need only forward a request to the Secretariat of the Board of Governors of the European Schools, rue de la Loi 200, 1049 Brussels and state the address to which the publication should be forwarded.

Le Bulletin pédagogique paraît quatre à cinq fois par an. Les manuscrits peuvent être transmis par l'intermédiaire des correspondants locaux. Pour l'équilibre des différentes langues, il est **souhaité** que les articles n'excèdent pas six pages dactylographiées.

Les enseignants qui quittent les Ecoles européennes sont informés qu'ils pourront continuer après leur départ à bénéficier de l'abonnement gratuit au Bulletin pédagogique. Il leur appartient d'en faire la demande auprès du Secrétariat des Ecoles européennes, rue de la Loi 200, 1049 Bruxelles.

###

PERSONALIA

- In Memoriam : Antonio GUALANDI	79
- Départs - Arrivées - Transferts - Mariages - Naissances - Décès	80

BIBLIOGRAPHIE

ERRATA

- Corrigendum au N° 114	85
-----------------------------------	----

DIVERS

EDITORIAL

Les Ecoles européennes : Ecoles élitistes ?

Lorsqu'en 1953 fut créée la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier à Luxembourg, l'association des parents d'enfants des premiers fonctionnaires nommés à cette institution a eu l'idée de créer une école abritant sous un même toit des enfants venant des six pays alors membres de cette communauté. Cette école n'était pas destinée à dispenser un enseignement privilégié mais devait permettre tout simplement à tous les fonctionnaires expatriés de vivre à Luxembourg avec leur famille en garantissant à leurs enfants une éducation dans la langue maternelle. Bien entendu, profitant de la création de plusieurs sections linguistiques, l'occasion était idéale pour enseigner une langue étrangère dès le plus jeune âge.

Les Ecoles qui ont été créées par la suite se sont évidemment inspirées de ces mêmes principes.

La création des Ecoles répondait donc à un besoin pratique. Le Statut de l'Ecole, signé en 1957 prévoit en outre que "L'école est ouverte aux enfants des ressortissants des Parties contractantes. Les enfants des autres nationalités peuvent y être admis selon les règles fixées par le Conseil supérieur". Le Protocole de 1962 destiné à ouvrir des Ecoles européennes ailleurs qu'à Luxembourg précise ce qui suit en son article 1.

Article 1

" Pour l'éducation et l'enseignement en commun d'enfants du personnel des Communautés européennes, des établissements dénommés " Ecole européenne " peuvent être créés sur le territoire des Parties contractantes.

D'autres enfants, quelle que soit leur nationalité, peuvent également y être admis".

Il montre bien que jamais le Conseil supérieur n'a voulu limiter aux seuls enfants des fonctionnaires l'accès aux Ecoles européennes.

Le pourcentage d'élèves n'appartenant pas aux institutions européennes était de l'ordre de 40% au départ. Il a diminué dans les Ecoles de Bruxelles et de Luxembourg en raison du manque de locaux scolaires qui ont obligé les Directeurs à refuser de plus en plus d'enfants privés afin d'éviter de dédoubler des classes et en conséquence de construire des locaux à la charge du gouvernement du pays hôte.

En revanche, dans les Ecoles où le nombre de fonctionnaires européens est stable (Varese) ou en diminution (Karlsruhe et Mol) le pourcentage d'élèves